

"Revisitez vos convictions, votre tradition. Il y a là un trésor auquel s'adosser. Et on n'éduque vraiment qu'en se référant". C'est ce que nous disait le sociologue Marcel GAUCHET lors de notre Congrès de 2002.

Comment mettre cela en œuvre tout en prenant en compte ce qui nous arrive, ce qui déferle sur la société et l'école? Retrouver la piste, voir en quoi elle nous est encore praticable, c'était le pari de notre première **Université d'été**, les 25 et 26 août derniers à Woluwe-Saint-Lambert.

Pour nous aider à comprendre une part de "ce qui nous arrive": le juge **Christian PANIER** et le philosophe français et ancien ministre de l'Éducation nationale, **Luc FERRY**. Le premier développe, à partir de sa pratique quotidienne de magistrat, les signes alarmants dans la génération montante, d'une profonde "érosion de la loi". Propos directs, parfois d'un pessimisme jubilatoire. Le second donne une brillante leçon de philosophie sur les trois grands modèles éducatifs qui ont traversé l'Histoire. Il illustre, en les surchargeant peut-être un peu, les impasses supposées du modèle autocréatif ("*be yourself*").

Huit autres intervenants nourrissent des discussions en ateliers sur la manière dont notre tradition peut nous aider à penser notre action: **Philippe BEAGUE** et **Marie-Hélène SKA** évoquent l'attitude que l'école doit adopter devant les exigences des parents ou des industriels; **Denis GRIMBERGHS** et **Alda GREOLI** interrogent la pertinence du mouvement associatif dans lequel se fonde aussi l'action de l'enseignement catholique; **Michel SCHEUER** et **Michel DUPUIS** mettent en lumière les ressources de notre tradition chrétienne dans le champ éducatif; enfin, **Marc ROMAINVILLE** et **Albert BASTENIER** discutent des conditions d'une école bonne (d'abord juste et équitable? D'abord efficace?).

En conclusion, **Étienne MICHEL** trace les grandes allées de l'action de l'école catholique de demain.

250 participants tantôt enthousiastes, tantôt interloqués, ont à coup sûr saisi l'occasion de revisiter leurs convictions.

JACQUES VANDENSCHRICK

L'école, comprendre ce qui nous arrive

- POIL À GRATTER L'école mise en examen
- ÉCOLE ET SOCIÉTÉ Les liaisons difficiles
- L'ÉCOLE, UNE ASSOCIATION Faire réseau
- SENS Le passé a de l'avenir
- ÉQUITÉ ET EFFICACITÉ Mais qu'en ont-ils retenu?
- COULISSES Éduquer, c'est hériter
- CONCLUSIONS De la réflexion à l'action

POIL À GRATTER

L'école mise en examen

Qu'un magistrat parle de l'école, ça peut surprendre. Quand c'est Christian PANIER qui interroge l'enseignement, ça fait du remue-méninges! Son manque d'expertise dérange certains. D'autres apprécient son impertinence, qui empêche à coup sûr de s'assoupir dans le bien-penser.



CHRISTIAN PANIER
Président du Tribunal de 1^{re} instance à Namur

Pendant cinq ans, **Christian PANIER** a présidé la Chambre du Conseil, sorte de "gare de triage" qui décide de la suite à réserver à un dossier et du maintien éventuel en détention préventive. De ces années, il a gardé des notes, qui livrent un constat plutôt désespérant: les prévenus sont, à 80%, des jeunes hommes, de 18 à 27 ans, impliqués dans des affaires de toxicomanie, en dérive sociale, familiale, sociale... et scolaire. Difficile, dès lors, de ne pas établir de lien entre cette incapacité à prendre part à la vie sociale et les difficultés familiales et scolaires.

LA JUSTICE: SERVICE APRÈS-VENTE

"Le tribunal des référés a littéralement explosé, ces 25 dernières années", raconte Ch. PANIER. Il y a même entendu un père protester contre l'exclusion de son fils, interdit de voyage scolaire pour cause d'inconduite avérée. "La Justice devient une sorte de service après-vente, quand les repères se dissolvent, constate-t-il. Elle entérine ce qui va mal, mais ne fait pas en sorte que ça aille mieux. Elle met des mots à la place de la violence et, parfois, de l'argent à la place des larmes". Il est donc essentiel, estime le magistrat, de travailler en amont, de former vraiment des citoyens. Avec les choix politiques et budgétaires que cela suppose. "On a fermé des écoles, renvoyé chez eux des enseignants, et dans le même temps, on a construit des prisons!".

Aux citoyens de faire savoir haut et fort qu'ils préfèrent les écoles aux prisons, les musées aux asiles...

TABOUS ET BOOMERANG

Christian PANIER considère que le système des filières induit un processus de relégation sociale, qui risque bien de n'avoir pour ligne de conduite que de répondre à la demande du marché. Il n'est pas loin d'y voir la forme moderne de l'exploitation du travail des enfants. "Il est aberrant qu'un jeune doive faire aussi tôt un choix aussi pointu pour son avenir, sans en mesurer les implications". Il plaide donc pour un vrai tronc commun jusqu'à 16 ans minimum. Quant aux réseaux d'enseignement différenciés, Ch. PANIER n'en perçoit plus la pertinence, il y voit plutôt le souci d'une élite de cultiver sa différence. Pourquoi pas l'école de tous, qui s'assumerait comme réel service public, sous l'autorité de l'État? Les réactions de la salle ne manqueront évidemment pas de souligner ces propos, jugés par certains iconoclastes et caricaturaux. Un professeur présent rappellera combien la plupart de nos écoles s'efforcent d'offrir, aux jeunes de l'enseignement qualifiant, le meilleur de ce qu'ils peuvent afin de les former en toutes leurs dimensions.

Ambiance...

DES RÈGLES CLAIRES

Évoquant enfin la question de l'autorité - à ne pas confondre avec le

pouvoir!, précise Ch. PANIER -, le magistrat invite avec force l'école et les familles à redéfinir dans l'éducation les nécessaires limites, afin d'éviter de tomber dans le travers du "droit à tout prix". "C'est un défi pour l'avenir: ne pas avoir trop de règles, car le droit tue le droit. Il faut des règles, ça oui, mais pas trop de procédures. Il est nécessaire que le système demeure lisible". La limite, rappelle Christian PANIER, elle est aussi en chaque chose. "Le nouvel opium du peuple, c'est la consommation à tout prix, la seule chose que nous avons encore en commun. On est dans une sorte de folie de l'urgence, alimentée par les médias, on veut tout, tout de suite, tout est possible. Mais si tout est désormais possible, où est la limite? Or, s'il n'y a pas de limite clairement posée, la vie en commun devient proprement impossible".

À la sortie de sa conférence, comme le lendemain à celle de Luc FERRY, le public est partagé, habité d'une question évidemment cruciale: comment tenir le gouvernail du navire pour qu'il ne soit pas naufragé par les sirènes du moment... sans être tenté par un retour pur et simple aux bons vieux quais d'antan? Réponse, peut-être, dans la phrase du Bouddha par laquelle Ch. PANIER conclut son intervention: "L'enseignement est un radeau fait pour traverser, pas pour s'attacher". ■

MYRIAM TONUS

ÉCOLE ET SOCIÉTÉ

Les liaisons difficiles

Quand parents et enseignants se rencontrent, le dialogue n'est pas toujours facile. Quand responsables d'entreprise et enseignants se rencontrent, ils ne parlent pas toujours le même langage. Et pourtant, comment ne pas collaborer?

ÉCOLE ET FAMILLE

Philippe BEAGUE, où en sont les rapports entre école et famille?

École et famille sont en crise. Tout d'abord, il y a l'école naguère respectée comme détentrice du savoir et qui se trouve aujourd'hui remise en question par les parents comme par les enfants. Ensuite, les enseignants vilipendent la famille jusqu'ici considérée comme sphère privée. École et famille se renvoient la balle, s'accusant mutuellement de démissionner de leurs responsabilités. Et dans ce face à face, c'est l'enfant qui est perdant.

Comment en est-on arrivé là?

Il faut resituer cette difficulté dans son contexte, dans un monde où se pose la question du rapport au temps, dans un monde de marchandisation où l'économique est érigé comme primat de vie. Et puis, il y a la famille face aux enjeux liés au travail et à la monoparentalité. Dans le rapport école-famille, les vraies questions sont de savoir ce qui a changé pour les parents et quelle place y occupe l'enseignant.

Christian PANIER relatait le cas de ce père tentant d'obtenir du juge que son fils puisse partir en voyage scolaire malgré une sanction disciplinaire de l'école. Qu'en pensez-vous?

La justice montre le sens de ce vers quoi nous allons. Nous voyons apparaître la naissance d'une culture du procès. Il y a de quoi s'interroger sur la place de l'école par rapport à cela. De plus, dans ce cas

précis, un adulte (le père) s'allie à un enfant contre un autre adulte (le directeur de l'école), et cette alliance est perverse.

Quelle issue proposez-vous pour sortir de cette crise?

Je propose de créer l'alliance éducative à laquelle doivent travailler, ensemble, enseignants et parents. Cette alliance se réalise entre adultes assumant leurs responsabilités dans le respect mutuel.

ÉCOLE ET ENTREPRISE

Marie-Hélène SKA, où en sont les rapports entre école et entreprise?

Historiquement, il existe un lien fort entre école et entreprise. Ce lien est d'ailleurs confirmé dans le décret Missions, qui donne notamment à l'école la mission de former de futurs travailleurs. L'école professionnelle était destinée à former de la main-d'œuvre rapidement utilisable et l'école technique, des jeunes techniciens qui entraient dans l'entreprise pour apprendre progressivement leur métier. Mais la demande a changé:



MARIE-HÉLÈNE SKA
Service Etudes de la CSC



PHILIPPE BEAGUE
Psychologue, psychanalyste,
directeur de la Fondation Fr. Dolto

l'école secondaire technique et professionnelle n'est plus vue comme une "usine pédagogique" à former de bons travailleurs, mais comme une école préparatoire aux études menant à la profession.

Comment en est-on arrivé là?

Les conditions actuelles du marché de l'emploi nécessitent de repenser le contrat. L'entreprise raisonne aujourd'hui plutôt en terme d'employabilité à court terme. L'entreprise brûle la compétence au fur et à mesure qu'elle l'utilise, et c'est au travailleur de la régénérer.

Christian PANIER posait la question de la norme et des limites. Quelles sont les limites entre entreprise et école?

Dans le débat qui nous préoccupe, c'est la notion du temps qui différencie les acteurs. Pour l'école, il s'agit de travailler sur le temps long: donner un socle de base pour permettre aux jeunes d'entrer au seuil de la compétence. Par contre, l'entreprise demande à l'école d'intégrer de nouvelles contraintes. Mais jusqu'où l'entreprise peut-elle entrer dans une logique de production de connaissance et de savoir?

Quelle issue proposez-vous pour sortir de cette crise?

L'école secondaire technique et professionnelle doit former à l'entrée au métier. Et ce sont les autres intervenants qui doivent faire le lien entre ce socle et l'entrée en entreprise. La solution se trouve dans un partenariat équilibré et évolutif entre les finalités propres à l'école et à l'entreprise, où la question reste de savoir jusqu'où aller sans risquer de prendre la place de l'autre. ■

BÉATRICE GEORGERY



ALDA GREOLI
Directrice du département
socio-éducatif des Mutualités Chrétiennes



DENIS GRIMBERGHS
Président de PO

En Belgique, les "patrons" des écoles catholiques sont les Pouvoirs Organisateurs. Ce sont des associations privées. Cette situation n'est pas unique. Mais ailleurs en Europe, les choses peuvent être très différentes: les écoles peuvent dépendre presque exclusivement des pouvoirs publics: État central, autorités régionales, communes... Cette spécificité de l'enseignement catholique belge pose question: ces associations privées sont-elles en mesure de rendre service à tous, peuvent-elles être un service public?

LES VERTUS DE L'ASSOCIATIF

Imaginons, répond **Alda GREOLI**, que pour garantir leur caractère démocratique, tous les services publics ne puissent être mis en œuvre que par l'État lui-même! Résultat: plus d'enseignement libre, plus de mutualités, plus de soins à domicile autres que ceux des CPAS,

L'ÉCOLE, UNE ASSOCIATION

Faire réseau

Alda GREOLI / Denis GRIMBERGHS:
deux personnalités. Deux manières de poser le problème de l'école comme association. *"Touche pas à mon école!"*, proclame Alda GREOLI. *"Mais comment faire réseau, si la singularité l'emporte?"*, rétorque Denis GRIMBERGHS.

plus d'écoles de devoirs de quartier... Quel appauvrissement du paysage social! D'autre part, l'augmentation du coût global serait impayable par les finances publiques. Cette augmentation aurait pour conséquence de limiter ce financement aux services indispensables, sans doute aussi une marchandisation d'une partie du système et l'exclusion de certaines catégories de personnes. En définitive, on assisterait à une rupture de la cohésion sociale. Non, une étatisation pure et simple est impensable. Comme est inimaginable une large privatisation dans des domaines comme l'enseignement ou la santé.

Bien sûr, le monde associatif doit fournir des garanties sur le caractère démocratique de ses projets et de ses activités. Bien sûr, il doit adapter constamment ses structures à l'évolution de la société et outiller efficacement celles et ceux qui s'y investissent. Bien sûr, chaque secteur associatif doit organiser son action en synergie avec l'action publique et les autres secteurs associatifs. Mais l'associatif est et restera longtemps encore à côté des pouvoirs publics et du privé, l'indispensable troisième voie de l'action sociale.

PRUDENCE, QUAND MÊME

Ces vertus de l'associatif, **Denis GRIMBERGHS** en est convaincu. Mais il reste inquiet. Le problème fondamental est de savoir si la dimension associative des Pouvoirs Organisateurs de l'enseignement

catholique est suffisamment interrogée. Si on est convaincu qu'ils sont une des clés de voute du réseau, il faut trouver des moyens pour recruter, former, répartir les tâches et les compétences dans ces PO. Alors, il ne faut pas trop de divergences dans les modes de recrutement et de fonctionnement. Sans nécessairement standardiser. Il faut un subtil équilibre entre singularité et souci de faire réseau, entre proximité et responsabilité commune.

Deux personnalités, deux manières de voir. Mais une cause commune: celle de promouvoir le modèle associatif comme alternative crédible et efficace pour la gestion de la cité. Un identique optimisme aussi, s'exprimant dans un même dynamisme qui emporte l'adhésion. ■

JEAN-PIERRE DEGIVES

ils l'ont dit

"Christian PANIER a beaucoup parlé de la loi à l'école. Je pense qu'il faut à la fois remettre la loi et montrer que cette loi est en lien avec des valeurs. Les enfants ne font pas ce rapport-là".

Janine VERGAUWE
Institut des Ursulines
Présidente de PO

SENS

Le passé a de l'avenir!

Aller de l'avant sans perdre ses racines, innover sans devenir amnésique: l'école chrétienne est plus que jamais confrontée à un double défi: en tant que service public, accueillir positivement le pluralisme, tout en faisant vivre sa tradition de foi. Ce n'est peut-être pas une contradiction!

"**C**onstruction de soi": l'expression est à la mode, y compris dans les écoles, où l'élève est amené à construire ses savoirs, développer ses compétences propres, travailler à son épanouissement. Plutôt que de construction, **Michel DUPUIS** propose de parler d'*édification*. Édifier, au sens architectural, cela suppose du temps, une base solide. Édifier sa personne, cela signifie que ce n'est pas donné d'emblée, qu'il va falloir inventer.

LE SOI, ÇA SE REÇOIT

"La question qui se pose à notre public scolaire, estime Michel DUPUIS, est de savoir s'il est bien convaincu qu'il doit s'inventer - et non répondre à des normes toutes faites, venues de l'extérieur... Et puis, quel est ce «soi» qu'il s'agit d'inventer? Je fais l'hypothèse que notre société est en panne du côté de la réception; nous imaginons que nous devons nous construire comme si l'on parlait de rien. Mais cela, ce n'est pas une histoire humaine! La nouveauté vient toujours d'ailleurs. Un soi, ça se reçoit". Et le philosophe d'évoquer un texte de Pic de la MIRANDOLE, daté de 1504, qui place la dignité humaine dans le fait d'"inventer sa propre forme", à la différence des animaux à qui elle est donnée dès le départ. Ce discours apparaît à la période de la Renaissance et ce n'est pas un hasard, expose Michel DUPUIS. "L'innovation, soutenue à cette époque comme jamais, repose sur une reconquête de l'Antiquité. Une reconquête des racines culturelles, non une répétition. Les humanistes nous montrent que la nouveauté passe par la transmission, l'appren-

tissage, le fait de recevoir ses propres racines".

M. DUPUIS cite encore la "*me-generation*" ("génération-moi"), que dénonce le philosophe canadien Charles TAYLOR. Le *moi* devient le centre de référence, dans une espèce d'oubli de la communauté. Pas seulement la communauté présente, mais une autre encore, essentielle et que nous connaissons par notre vie de famille: la communauté inscrite dans l'Histoire. "*Instaurer la transmission, ce n'est pas faire preuve de conservatisme*, conclut M. DUPUIS. *C'est une invitation à la modestie... et à l'esprit critique! Impossible d'instaurer des pratiques de la transmission si nous n'instaurons pas en même temps des pratiques de l'innovation. Telle est la grande leçon des humanistes de la Renaissance".*

LA TRADITION CHRÉTIENNE EST RÉVOLUTIONNAIRE

Michel SCHEUER soulignera, quant à lui, combien le Congrès de 2002 a permis à l'enseignement catholique de faire un pas gigantesque, en consacrant le pluralisme de son public tout en réaffirmant sa volonté de continuer à puiser à la source de l'Évangile et de sa tradition. Cette tradition, justement entendue, offre une inspiration forte pour un projet d'école cohérent. Tout d'abord, par l'aspect proprement contestataire du message évangélique: "*Dire que les petits, les laissés-pour-compte auront la première place, c'est sans doute plus révolutionnaire aujourd'hui qu'il y a 2000 ans en Judée!*". Ensuite, souligne M. SCHEUER, le seul critère de jugement évangélique,



MICHEL SCHEUER
Recteur des FUNDP



MICHEL DUPUIS
Doyen de la Faculté de Philosophie à l'UCL

c'est ce qu'on a fait pour les affamés, les malades, les exclus. "*Tout logiquement donc, un seul commandement: tu aimeras. Rien d'autre. Pour une communauté éducative, c'est quelque chose d'extraordinaire!*". Enfin, il rappelle que le Dieu que donnent à connaître les évangiles rend à sa dignité d'homme, de femme ceux et celles qui sont au bord du chemin, il leur rend une place dans la société.

Depuis toujours, estime le Recteur, même si c'est avec des fortunes diverses, la tradition chrétienne en matière éducative a voulu privilégier les plus pauvres, accorder une attention très grande aux personnes et promouvoir des valeurs telles que l'interdisciplinarité, l'universalité et ce que le Congrès appelait la "raison large": l'ouverture aux questions de sens, par-delà les savoirs directement utiles. Enfin, les écoles chrétiennes doivent manifester un engagement positif au service de la société. Tout particulièrement dans le contexte présent de la société, marqué par l'étanchéité sociale. "*L'organisation de notre enseignement s'inscrit-elle simplement dans cette logique de cloisonnement social, ou bien l'aggrave-t-elle, ou lutte-t-elle efficacement contre cela? Cela pose une question fondamentale...*", conclura Michel SCHEUER. ■

MYRIAM TONUS

ÉQUITÉ ET EFFICACITÉ

Mais qu'en ont-ils retenu?

On a failli refuser du monde dans les ateliers consacrés au thème *"Une école équitable et efficace"*. Ils étaient 164 à écouter Marc ROMAINVILLE répondre à la question *"L'école corrige-t-elle les inégalités?"*. Le lendemain, 174 autres ont suivi l'exposé d'Albert BASTENIER, *"Si l'école était juste, serait-elle bonne?"*.

Qu'ont retenu les participants? Quelles idées fortes les ont marqués? Éléments de réponses ci-dessous, sur base des rapports d'ateliers.

REMETTRE L'ÉCOLE AU MILIEU DU VILLAGE

Idee fondamentale retenue de la conférence de **Marc ROMAINVILLE**: l'école n'est pas une île. L'environnement socio-économique pèse de tout son poids sur le monde de l'école. Cette constatation provoque chez les participants un sentiment ambigu et peut soit servir de justificatif à l'inertie, soit augmenter la fatalisme des résignés, soit animer la volonté de certains de réduire les écarts.

D'autres s'interrogent sur l'origine et les solutions possibles. Pour les uns, la maîtrise du français, langue de l'enseignement, est décisive. Pour les autres, les écoles peuvent agir sur la transparence de l'offre et lutter contre la hiérarchie des filières. Pour d'autres encore, une évaluation/orientation externe, dissociée des processus d'apprentissage, favoriserait cette transparence et assurerait plus de justice.

À lire les rapports, on peut en conclure que l'ensemble des propositions pour un avenir meilleur pourrait se résumer en trois idées fortes, dont l'adoption pourrait guider les choix fondamentaux des décideurs:

- l'école juste est une école qui porte chacun au maximum de ses possibilités;
- tous doivent atteindre les socles minima, qui doivent être dépassés par tous ceux qui le peuvent;
- ce n'est pas l'écart entre les performances des meilleurs et des

moins bons qui détermine si un enseignement est juste, mais le niveau de performance des plus faibles.

DIFFÉRENCIER? PAS DU TOUT, BEAUCOUP, UN PEU?

Ceux qui suivirent l'exposé d'**Albert BASTENIER** en ressortirent perplexes. En deux jours, c'est la troisième proposition contradictoire qu'ils ont eu l'impression d'entendre sur le sujet. La veille, Christian PANIER plaidait pour une certaine homogénéisation et standardisation. Le matin même, Luc FERRY défendait une plus grande diversification que celle proposée par le collègue unique. Et ce qu'ils retiennent de l'exposé d'Albert BASTENIER, c'est que plus d'équité passe par une diversification des méthodes, mais en même temps, par une homogénéisation des contenus. D'où moult questions sur la pédagogie différenciée, sur ses vertus et ses limites, sur le seuil de différenciation et la nécessaire résistance aux exigences individuelles.

À partir de deux constats réalistes, les participants proposent de prudentes avancées donnant plutôt raison à Albert BASTENIER qu'à ses deux illustres contradicteurs. Pre-

mière constatation: la grande diversification, de fait, reste à l'heure actuelle négative. Par ailleurs, même quand on crée les conditions de la diversification, les méthodes ne changent pas facilement. Une solution serait d'évoluer vers un métier d'enseignement plus collectif. C'est-à-dire de construire, au moins par école - et plus si affinités, une communauté éducative affiliée au même projet et soucieuse de rencontrer les mêmes objectifs. Une fois un accord établi sur les socles communs à atteindre, les méthodes peuvent alors être différentes et adaptées aux classes et aux groupes. Pas nécessairement à chaque individu. Même si l'élaboration d'un projet personnel peut conduire certains élèves à rejoindre tel groupe ou telle communauté plutôt que tel ou telle autre.

Ainsi donc, contrairement à l'adage, Marc ROMAINVILLE et Albert BASTENIER n'ont pas été victimes de leur succès. Leurs idées ont convaincu, "percolé", éclairé les débats et suscité des propositions. Étaient-ce, seront-ce les bonnes? La prochaine Université d'été en décidera peut-être. À suivre donc... ■

JEAN-PIERRE DEGIVES



ALBERT BASTENIER
Sociologue, professeur au département sciences politiques et sociales de l'UCL



MARC ROMAINVILLE
Professeur aux FUNDP, département Education & Technologie



LUC FERRY
Philosophe,

professeur à l'Université de Paris VII,
ancien ministre de l'Éducation en France

COULISSES

Eduquer, c'est hériter

Il séduit, il choque, il disserte, il provoque.

Il se défend d'être conservateur, mais pourfend les dogmes pédagogiques du moment.

Il ne croit pas en Dieu mais défend l'autorité des encycliques papales.

Impossible de rester de marbre face à Luc FERRY.

Qu'on aime ou pas, l'homme a ses convictions.

Luc FERRY, "Philosophe humaniste": cette qualification vous convient-elle?

Oui, tout à fait. J'ajouterai juste une chose: l'humanisme, ce courant qui va du 16^e au milieu du 19^e siècle, me paraît marqué par une sorte de naïveté. On y professe de grands idéaux: la république, le progrès, l'émancipation des hommes... Après cette grande période, à partir de NIETZSCHE, commence ce qu'on appelle la *déconstruction*: il faut casser les idoles, tous ces grands idéaux qui ne sont plus religieux, mais qui conservent de la religion l'opposition entre l'au-delà et l'ici-bas. Alors oui, je suis un philosophe humaniste, mais d'un humanisme débarrassé des illusions de la métaphysique classique.

Dans un de vos livres paru il y a une dizaine d'années, vous écriviez que notre époque est celle de la divinisation de l'humain. Diriez-vous la même chose aujourd'hui?

Sans aucun doute! Je crois que les temps modernes sont marqués par un double mouvement. D'une part, la déchristianisation de l'Europe - ce qui ne signifie nullement que la qualité de la foi diminue, au contraire: pour être chrétien aujourd'hui, il faut sans doute davantage de conviction et d'énergie qu'autrefois; ce n'est plus un christianisme d'habitude. Dans mon enfance, on allait à la messe le dimanche sans pour autant avoir la foi. D'autre part, on assiste à une sorte de sacralisation de l'humain, notamment à travers le mouvement humanitaire: ce pour quoi on pourrait se sacrifier, ce ne sont plus les grands idéaux, Dieu, la Patrie ou la révolution, mais plutôt d'autres êtres humains, que l'on est prêt à défendre les armes à la main, s'il le faut.

Par ailleurs, vous dénoncez la culture ambiante, faite d'individualisme...

L'individualisme a deux facettes. Celle, très répandue aujourd'hui, de la centration sur soi: le *be yourself*. Mais historiquement, l'individualisme, apparu avec DESCARTES au 17^e siècle, c'est l'idée de s'émanciper par rapport aux héritages traditionnels; on essaie de penser par soi-même, au risque de se tromper. Ce qui ne peut qu'entrer en opposition avec la religion qui repose, elle, sur un corpus de vérités révélées échappant à la raison, et sur l'autorité d'un magistère. Moi qui ne suis pas croyant, je trouve formidable, dans le discours du Pape, cette manière qu'il a de prendre, aux JMJ, ses jeunes ouailles à contre-pied. Ce qu'il leur dit, en effet, c'est que la vérité est supérieure à la sincérité. C'est pourquoi, je soutiens la thèse que l'Église catholique est traversée d'un vaste et profond mouvement de protestantisation qui s'ignore: la sincérité et l'authenticité priment sur le message de la révélation. Bien des catholiques feraient mieux, je pense, de se déclarer simplement chrétiens.

Vous valorisez donc la raison de l'individu, mais vous semblez accorder aussi beaucoup d'importance, dans l'éducation, à la notion de patrimoine...

Le patrimoine, c'est le fait qu'il y ait des éléments irréductibles à l'individu: la langue, par exemple. À mon avis, la quasi-totalité de la culture ne relève pas d'une logique individualiste. Autrement dit, l'éducation, c'est s'insérer dans une trame qu'aucun individu ne fabrique à lui seul, ni ne

fait même bifurquer, hormis quelques grands génies. Un écrivain peut au mieux inventer des mots, voire un style nouveaux. Si donc on veut acquérir ces éléments qui précèdent, il faut une attitude de respect et d'humilité. Ceci dit, je constate que le credo individualiste contemporain ne se traduit pas toujours dans les actes. Quatre grandes valeurs constituent à mes yeux les points cardinaux de l'existence humaine: la vérité, la justice, la beauté et l'amour. Il me semble que nous restons réceptifs à ces valeurs, qu'elles s'imposent à nous envers et contre tout, même sans référence à un dieu. Voilà en quoi l'humanisme n'est pas un individualisme; il résiste au matérialisme contemporain.

Vous insistez beaucoup sur l'importance de la maîtrise de la langue. Pourquoi?

Mais parce que pour penser, il est éminemment utile d'être capable d'explicitement sa pensée! On ne peut pas tirer au clair ses idées et ses sentiments si l'on ne peut pas mettre des noms dessus. C'est pourquoi, j'estime que le déclin de la maîtrise de la langue est catastrophique sur le plan culturel et même moral. Ce n'est pas être réactionnaire, je crois, que de défendre énergiquement, comme philosophe et ministre de l'Éducation, le caractère prioritaire de la lutte contre l'illettrisme. C'est quelque chose d'humainement préoccupant. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MYRIAM TONUS

CONCLUSIONS

De la réflexion à l'action

"Et maintenant, que faire collectivement?", interroge Étienne MICHEL¹ en clôturant l'Université d'été.

C'est la question qui se pose à l'institution après deux jours d'exposés et de débats passionnants et passionnés, balisés par trois grands thèmes.



ÉTIENNE MICHEL
Directeur général du SeGEC

LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION AU SERVICE DE L'ÉDUCATION

Être membre d'un Pouvoir Organisateur, c'est faire face à des tâches, des matières et des responsabilités multiples et complexes. Un PO est et reste *"un lieu d'engagement et d'exercice de la responsabilité, un garant de la continuité par la fidélité à l'esprit des fondateurs, mais aussi une force d'innovation sociale"*. Comment pourrait-on, aujourd'hui, ignorer la contribution des associations au renouvellement du lien social et de l'action publique? Avec près de 10.000 administrateurs de PO, l'enseignement catholique est véritablement au cœur de cette dynamique associative. Cela lui confère certaines obligations:

- viser une professionnalisation accrue des PO (à coupler avec une aide administrative pour les directeurs de l'enseignement fondamental et une redéfinition du lien PO - direction);

- valoriser les rapports de proximité entre écoles et PO (pour faire droit à la diversité de nos traditions pédagogiques) et la participation de

toutes les composantes de la communauté éducative (via, notamment, les conseils de participation);

- assurer le renouvellement des PO (en veillant à ce qu'ils s'ouvrent à d'autres acteurs de la société);

- (re)penser le rapport aux autorités publiques (le SeGEC appelle de ses vœux la concrétisation d'un pacte associatif respectant l'autonomie des associations, leur capacité critique et leur liberté de coordination).

UNE ÉCOLE PLUS EFFICACE ET PLUS JUSTE

Pour rendre l'école plus efficace, suffit-il de la vouloir plus juste? Cette question, rappelle E. MICHEL, a traversé tout le débat sur le projet de *Contrat pour l'École*. La mixité sociale est certainement un objectif à atteindre, mais elle ne produit pas par elle-même l'efficacité pédagogique. Que faire, alors? Poursuivre deux objectifs distincts: être efficace en amenant chaque élève à son meilleur niveau, et être équitable en donnant à tous les moyens d'y parvenir. Trois réformes annoncées par le gouvernement pourraient s'avérer des aides efficaces en la matière, à savoir: la systématisation des procédures d'évaluation externe des établissements et des élèves, la réforme des services d'inspection et la définition d'un cadre décretaal pour l'organisation des équipes de conseillers pédagogiques.

PENSER ET DIRE LE SENS DE L'HUMANISME AUJOURD'HUI

Le Directeur général du SeGEC se réfère ici au sociologue français François DUBET. Analysant l'évolution culturelle que nous vivons, ce dernier met l'accent sur les difficultés rencontrées par les institu-

tions qui exercent une fonction de socialisation (les écoles, notamment) et insiste sur la nécessité d'*"inventer des figures institutionnelles plus démocratiques, plus diversifiées et plus humaines"*. Poursuivant le raisonnement, E. MICHEL invite à retisser patiemment un fil entre les pratiques professionnelles, les valeurs et les exigences culturelles de notre époque. *"Nous devons, insiste-t-il, repenser les fondements de l'humanisme d'aujourd'hui, en sachant qu'ils ont toujours à être réinterprétés dans le contexte historique dans lequel ils s'inscrivent"*. Avec quelles conséquences pour la pédagogie? *"Si l'enseignement doit être tourné vers l'avenir, répond E. MICHEL, il doit aussi toujours être un lieu d'appropriation du passé. Il importe, par exemple, de donner à chaque discipline sa dimension historique et temporelle"*. On ne dit rien d'autre dans le texte *"Mission de l'école chrétienne"*, puisque l'on y affirme que formation humaine et formation chrétienne forment une unité et que foi et cultures s'interpellent et s'enrichissent mutuellement. ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

1. Le texte complet de l'intervention d'Étienne MICHEL est disponible sur le site du SeGEC:

www.segec.be, rubrique "Université d'été".

ils l'ont dit

"Luc FERRY a posé une question à laquelle il n'a pas répondu: pourquoi ne parvient-on plus à les faire travailler? C'est la grande question à laquelle tous les enseignants sont confrontés".

Thibaut BAISIPONT
enseignant à l'EPHEC